

## LA LIBYE À FEU ET À SANG

## Folie dévastatrice d'un tyran

**Dans une allocution télévisée diffusée hier par la télévision officielle, Mouammar Kadhafi a affiché son intention de rester au pouvoir. La violence contre la population civile, qui s'est étendue à la capitale Tripoli, a fait plusieurs centaines de morts ces dernières quarante-huit heures. Le Conseil de sécurité pourrait...**

**Tarek Hafid -Alger (Le Soir)-** «Chiens, rats, saute-relles, bactéries, pouilleux... c'est en ces termes que Mouammar Kadhafi a qualifié les citoyens libyens et les membres des forces de sécurité qui ont osé s'élever contre son régime.

Le «guide de la révolution du 1<sup>er</sup> septembre» est apparu, hier après-midi, à la télévision pour annoncer qu'il ne quittera pas le pouvoir. «Mouammar Kadhafi n'a pas de poste officiel pour qu'il en démissionne.

Mouammar Kadhafi est le chef de la révolution, synonyme de sacrifices jusqu'à la fin des jours. C'est mon pays, celui de mes parents et de mes ancêtres. Je me battraï jusqu'à la dernière goutte de mon sang», a-t-il lancé dans un discours hitlérien. Kadhafi, qui dit avoir donné l'ordre à l'armée

et à la police de «reprenre la situation en main», menace de «purger la Libye maison par maison pour mater la révolte».

Le peuple libyen doit donc s'attendre à encore plus de violence et de répression de la part des militaires et des policiers restés fidèles au «Guide». Pourtant, ce dernier n'a pas hésité à utiliser des armes lourdes pour semer la mort parmi des citoyens qui manifestaient contre son régime.

Aujourd'hui encore, il n'existe aucun bilan exact de ces massacres. Selon les organisations internationales de protection des droits de l'homme, plus de 400 personnes sont mortes depuis le 16 février, premier jour du mouvement de contestation. A Tripoli, ces dernières quarante-huit heures, les violences ont fait une soixantaine de morts.



## Crime contre l'humanité

Après avoir fait preuve de «retenue», la communauté internationale a fini par réagir pour dénoncer la vague de violence en Libye. Ainsi, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies s'est réuni, hier, en session extraordinaire pour étudier la situa-

tion dans ce pays. Au même moment, au Caire, les pays membres de la Ligue arabe tenait une réunion similaire.

De son côté, le haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Navi Pillay, a averti, hier, les autorités libyennes que les attaques systématiques contre la population

civile pouvaient être assimilées à des «crimes contre l'humanité». «Les attaques systématiques et généralisées contre la population civile peuvent constituer des crimes contre l'humanité», a déclaré Navi Pillay dans un communiqué de presse.

## Rapatriement

Les opérations de rapatriement des ressortissants

étrangers installés en Libye se sont poursuivies toute la journée d'hier.

C'est notamment le cas de la France qui a décidé d'envoyer trois avions militaires afin de rapatrier entre 500 et 550 personnes, «dont la présence n'est pas nécessaire».

Le retour des communautés égyptienne et tunisienne installées en Libye s'avère toutefois plus problématique.

Les Egyptiens, dont le nombre est estimé à plus d'un million, affluent par milliers au point de passage de Saloum. Pour prendre en charge sa communauté ainsi que des réfugiés libyens, Le Caire a dû installer deux hôpitaux et des campements. De leur côté, les autorités tunisiennes ont mis en œuvre un corridor aérien et terrestre pour sécuriser le retour de leurs citoyens.

La fuite de ces deux communautés s'explique par le fait que le régime de Kadhafi est particulièrement remonté contre les révolutions populaires qui ont conduit à la chute des dictateurs égyptien et tunisien.

T. H.

## EUROPE - LIBYE - CARNAGE EXPRESS

## Tripoli, un mouroir à ciel ouvert

**«Avoir fait puis défait la Libye, telle aura été mon œuvre !» Les confidences du fou de Tripoli à un interlocuteur européen donnent froid au dos.**

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Et éclairent sur l'ampleur du carnage organisé par El Guedhafi dans son pays. Alger a tort de garder le silence.

Alger a tort de ne pas dénoncer vigoureusement et sans nuance les crimes contre l'humanité commis par El Guedhafi. Nulle part dans les traités régissant les relations internationales et ou bilatérales, il n'est stipulé ou suggéré le silence devant le carnage, devant l'horreur.

Entre-temps, le fou de Tripoli organise un véritable mouroir à ciel ouvert.

Le carnage conçu, réalisé et exécuté par El Guedhafi contre son peuple donne froid au dos. Bruxelles-Europe et Bruxelles-Belgique se regardent en chiens de faïence et ne savent pas vraiment quoi faire et surtout comment faire pour déboulonner le fou de Tripoli.

La vente des armes à la Libye mouamarienne par la plupart des pays européens n'arrange pas le débat et ne facilite pas les prises de position. En Belgique — c'est un mérite, l'un des rares par les



temps qui courent — ça fait tumulte. Ça peut aller vers le scandale.

Plusieurs armes utilisées par les mercenaires et les forces de sécurité à la solde du colonel sont produites en Wallonie par FN Herstal.

Il est vrai comme, l'ont rappelé des syndicalistes, qu'il ne faut pas que «l'hypocrisie» ne laisse pas place à la réalité. La réalité est que la Libye comme tant et tant de dictatures a toujours été armée, surarmée, même par les Européens.

Il est vrai, cependant, que le mouroir à ciel ouvert organisé par El Guedhafi à Tripoli dépasse l'entendement, annonce des malheurs encore plus

grands. Bruxelles-Europe est terrorisée par les confidences — avérées — du colonel sanguinaire à l'un de ses interlocuteurs du Vieux Continent : «C'est moi qui ai fait la Libye et c'est moi qui la déferai». Le cinglé de la tripolitaine, argenté, à la tête d'une fortune mythique — avois libyens et biens de la dynastie Guedhafi ne font qu'un — a pris le maquis contre son peuple. Il ira jusqu'au bout de l'horreur parce qu'il sait que nulle part, il ne sera accueilli et que son procès et ceux de sa famille — ses fils — auront lieu et les Libyens se vengeront du criminel et de ses enfants.

L'attitude insensée du dictateur présente, hélas,

des mécanismes ordonnés et une logique parano. El Guedhafi n'arrêtera le massacre que s'il rend l'âme, qu'il expie, qu'il rende gorge. Etre fait comme un rat — c'est le cas — ne suffit pas, ne suffit plus.

Notre pays, l'Algérie, a trop tardé pour dénoncer ses crimes commis à ses côtés, à côté. Nulle part, il n'est écrit ou suggéré dans les conventions internationales ou traités de se taire devant des crimes contre l'humanité. A fortiori quand ils sont commis à notre porte. La porte à côté. La diplomatie algérienne est en train de rater une occasion non pas de se taire mais de parler.

A. M.

## Décès d'un Algérien en Libye

Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la communauté nationale à l'étranger, a annoncé, hier, le décès d'un ressortissant algérien en Libye.

Halim Benatallah, qui cite des témoignages d'Algériens rapatriés, a précisé que cette personne est morte suite à des «actes de banditisme». Notons que les autorités algériennes ont mis en place «une cellule d'accueil des Algériens rapatriés de Libye au niveau de l'aéroport international Houari-Boumediène».

Cette structure est composée, entre autres, de représentants du ministère des Affaires étrangères, du ministère de la Solidarité nationale, des autorités aéroportuaires et d'Air Algérie.

T. H.

## SITUATION EN LIBYE

## Benbitour et Bendrihem interpellent Bouteflika

L'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour et l'ancien parlementaire Haïder Bendrihem ont signé une déclaration commune, hier, pour réagir à la grave situation en Libye.

Sous la forme d'un appel des «Amis du manifeste pour une Algérie nouvelle», les deux personnalités interpellent vivement Bouteflika. «Nous exigeons, en tant que partie de la société civile algérienne, que le chef de l'Etat s'exprime publiquement sur ce qui se passe en Libye et condamne fermement le massacre d'un peuple frère.»

De même que «de laver l'affront commis contre la glorieuse histoire du peuple algérien, en condamnant fermement les autorités qui avaient décerné le titre de docteur honoris à ce criminel (Kadhafi, ndlr), notamment le rectorat d'Alger, qui est sommé de s'exprimer sur cette dérive et de procéder à l'annulation de ce titre qui a sali ce qui reste de l'honneur de l'Université algérienne.»

K. A.